

AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC
Echafaudage – 1 rue Victor Hugo
A2024-42

Le Maire de la Commune du Pecq,

VU la demande d'occupation du domaine public de la société LELAIDIER pour l'installation d'un échafaudage au 1 rue Victor Hugo – 78 230 LE PECQ du 25 mars 2024 au 05/04/2024,

VU les articles L 2212-1, L 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article L 2125-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 20 décembre 2023, portant sur la revalorisation du montant des droits de stationnement ou de dépôt,

ARRETE

ARTICLE 1 :

La société LELAIDIER est autorisée à occuper le domaine public pour l'installation d'un échafaudage au 1 rue Victor Hugo - 78 230 LE PECQ, du 25 mars 2024 au 5 avril 2024 soit un total de 12 jours.

Selon le tarif en vigueur sur la période dédiée (délibération du Conseil Municipal en date du 20 décembre 2023) les droits d'occupation du Domaine Public pour un échafaudage s'élèvent à 2.5€ X m² X jour(s).

Soit un total de 2.5 € X 12.6 m² X 12 J = 378 €

Le paiement sera recouvré au moyen d'un titre de recettes émis par Madame le Comptable Public et payable dès réception par le bénéficiaire.

ARTICLE 2 :

Le pétitionnaire a pris toutes les mesures nécessaires afin d'éviter toute détérioration des lieux qu'il occupe durant les travaux.

Toute disposition a été prise afin d'assurer la sécurité maximale des piétons, notamment en empêchant tout risque de chute de matériau ou matériel sur la voie publique.

L'ensemble est balisé, pré signalé de jour comme de nuit et ce, sous la responsabilité du pétitionnaire.

Le cheminement des piétons est maintenu avec une largeur minimale de 1,40m, ou dévié sur le trottoir opposé, en toute sécurité.

ARTICLE 3 :

Il est rappelé au pétitionnaire qu'aucune construction ou modification de construction ne pourra être édifiée sans qu'il ait, au préalable, obtenu du Maire le permis de construire prévu par le Code de l'Urbanisme et de l'habitation.

ARTICLE 4 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée : au pétitionnaire, au Directeur des Services Techniques, au responsable de la Police Municipale, à la Directrice du service des finances.

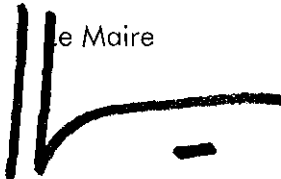


ARTICLE 5 :

La présente permission de stationnement peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de la notification.

Fait au Pecq, le 11 mars 2024



e Maire

Laurence BERNARD